

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
23 avril 1976

No 476
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Ni
7ème plan
Ni
programme commun
**Convergences des
luttons populaires**

Le nouvel oracle gouvernemental parle de « poursuite simultanément une croissance vigoureuse, la lutte contre l'inflation et le retour au plein emploi » donc rien de très nouveau. On peut trouver à l'intérieur de cette bible capitaliste, l'habituel tombereau de démagogie et des mesures tendant à renforcer l'exploitation capitaliste. Dans cela s'intègre évidemment la « réforme de l'entreprise » pour mieux l'adapter à la période de crise, entre autre la prétendue revalorisation du travail manuel, de la qualité de la vie, etc.

Mais qu'est-ce qui ressemble le plus à un plan capitaliste sinon un autre plan capitaliste ? Il est donc bien évident qu'avec cela, quelles que soient les apparences trompeuses et pleines de promesses de la bourgeoisie au pouvoir, la crise — qui est celle du système lui-même — ne peut aller qu'en s'aggravant.

Pendant ce temps, Poniatowski exhorte ses troupes à multiplier leurs crimes. Les faux communistes de la clique Marchais parlent aussi de « changement »... tout en respectant scrupuleusement les lois fondamentales du système d'exploitation de l'homme par l'homme, en se vautrant dans la fange de l'électoratisme, en demandant le renforcement des effectifs de police, etc.

Avec ces gens-là point de salut pour les masses travailleuses qui veulent en finir avec la dictature du grand capital. Que ce soient les travailleurs immigrés qui luttent pour leur dignité, les étudiants qui refusent le rôle de garde-chiourme que veut leur faire jouer la bourgeoisie, les petits paysans qui refusent la ruine et la misère ou les milliers d'ouvriers et autres travailleurs qui se battent pour faire aboutir leurs revendications.

Que toutes ces luttes aillent en s'élargissant dans le même sens, qu'elles soient coordonnées et se placent sur les positions idéologiques et politiques du prolétariat — clairement anticapitalistes et antirévissionnistes — voilà un premier pas à franchir permettant d'avancer dans la préparation de la lutte décisive : la révolution prolétarienne.

Sonacotra

LE PCF TRAHIT LES IMMIGRÉS

Le pouvoir ne veut pas négocier avec les résidents en grève des foyers Sonacotra. Cela, il l'a montré en se lançant dans les aventures de la répression ; en expulsant de notre pays des délégués élus des foyers. Il l'a montré également encore mercredi, lorsque Poniatowski a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale que cette grève était illégale. Le pouvoir ne veut pas négocier, il réprime. Il importe donc de bien voir les causes de cette répression, d'en tirer toutes les conséquences, pour resserrer les rangs du soutien sur la base de la plate-forme du Comité de coordination des foyers en grève et soutenir les grévistes jusqu'à la victoire.

La répression n'est pas une fatalité ; elle ne devait pas s'abattre à un moment ou à un autre, mais elle a des causes bien précises. Ce n'est pas une affaire de tel ou tel gouvernement, mais une affaire de classe.

Les travailleurs immigrés dans leur grande masse, comme ceux de la Sonacotra travaillent et logent dans des conditions extrêmement pénibles : ils sont doublement exploités.

Dans les revendications qu'avancent les résidents de la Sonacotra, il y a celle concernant l'égalité des droits entre travailleurs français et eux, immigrés qui n'ont pratiquement aucun droit. Ils demandent le droit d'expression, celui de pouvoir se réunir librement, celui de recevoir qui leur plaît et quand ils le désirent.

De fait, les ouvriers immigrés mettent en avant une vieille revendication de la classe ouvrière contre les divisions qu'instaure artificiellement la bourgeoisie et pour son unité de classe.

Leur mouvement a donc une grande importance politique.

Pour faire aboutir leurs revendications, les grévistes dans chaque foyer en grève se sont organisés selon le principe de compter avant

tout sur soi, et ont élu des délégués selon les principes de l'éligibilité pour appliquer les décisions de l'assemblée générale et de la révocabilité immédiate dans le cas contraire.

Tous ces faits n'ont pas plu à la direction de la Sonacotra, qui a refusé de négocier réellement et a remis le dossier dans les mains du ministère de l'Intérieur depuis fin mars.

Mais pourquoi précisément la Sonacotra en est arrivée là. Depuis le début du mouvement elle avait pourtant essayé diverses manœuvres de division, comme celle consistant à négocier foyer par foyer ou même d'acheter certains délégués.

Dans cette lutte, la Sonacotra a bénéficié depuis le début d'un allié de taille, du moins dans les foyers situés dans des municipalités contrôlées par le faux Parti communiste français.

Par exemple, à St-Denis,

le PCF et la CGT devaient signer un protocole d'accord avec les patrons de la Sonacotra sans autorisation des grévistes qui ne correspondait en rien aux revendications des grévistes. Dès cette époque, ces manœuvres ont été dénoncées et combattues par l'ensemble des grévistes.

Après les expulsions de quatre délégués du foyer St-Denis, le PCF lors d'une manifestation ridicule mardi dernier devant la mairie devait utiliser l'affaire Sonacotra pour sa propagande antigouvernementale uniquement et non pour le soutien aux travailleurs immigrés, et lancer le mot d'ordre « le gauchisme c'est les expulsions ». Autrement dit pour ce parti de renégats lorsque les masses luttent et s'organisent démocratiquement c'est du « gauchisme », et qui plus est c'est là la cause des expulsions.

(Suite page 3)

Accord militaire sino-égyptien

Le protocole d'accord militaire qui a été signé mercredi après-midi à Pékin entre la Chine et l'Égypte prend une importance particulière compte tenu du refus de l'URSS, puis de l'Inde, de fournir des appareils « Mig » en service dans ce pays.

La Chine a déjà fait don à l'Égypte de moteurs de « Mig » il y a quelques mois.

Le texte, sur lequel aucun détail n'a été fourni, a été signé à l'issue d'une dernière séance de conversations entre le premier ministre chinois, M. Hua Kuo-feng, et le vice-président Hosni Mubarak d'Égypte, par le ministre d'État égyptien chargé de la production militaire, M. Gamal Eddine Sidky, et un chef d'État-major adjoint de l'armée populaire de libération chinoise, M. Chang Tsai-chien.

D'autre part, apprend-on de même source, les deux parties sont convenues de signer un protocole commercial au Caire lors de la venue en Égypte le mois prochain du ministre chinois

du commerce extérieur, M. Li Chiang.

D'autre part, le président Mao Tsé-toung, apprend-on de source égyptienne, a vivement critiqué l'URSS au cours de l'entretien de quarante minutes qu'il avait accordé mardi à M. Mubarak et a chaleureusement félicité l'Égypte pour sa récente décision d'abroger le traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique.

La visite de six jours en Chine de la délégation égyptienne doit se terminer par un voyage à Wushi, une cité industrielle au nord de Shanghai, et à Shanghai, la métropole industrielle de la Chine.

SNIAS

32 DELEGUES SYNDICAUX INCULPES

La démocratie libérale avancée de la clique au pouvoir se mesure-t-elle au nombre d'inculpations de travailleurs en lutte ? Car plus ça

va, pire c'est ! A croire qu'un vent de panique souffle à l'Élysée. La « justice » bourgeoise marche à plein en ce moment, c'est la répression tous azimuts : le petit viticulteur Albert Teissyre, inculpé pour « atteinte à la sûreté de l'État », trois militants marxistes-léninistes pour « reconstitution de ligue dissoute » à savoir le PCMLF, des militants syndicalistes pour « démoralisation de l'armée », pour faits de grève ou de séquestration de leurs exploités, etc.

Aujourd'hui ce sont 32 militants syndicaux de la SNIAS pour « entrave à la liberté du travail ». Tous les prétextes sont bons pour la poignée de capitalistes parasites, car les travailleurs inculpés n'avaient fait que riposter à la politique capitaliste de chômage et de misère. Ils avaient empêché l'accès de l'usine de la SNIAS (à Chateauroux) du nouveau directeur nommé pour liquider l'usine, donc pour lutter contre tout licenciement.

(Suite page 3)

Ils veulent tuer Roland Agret

Après avoir relevé, en fin de matinée de mercredi, que Roland Agret refusait toute perfusion et « regardait la mort en face », Me Jean Dissler, l'un de ses avocats, a ajouté : « Une course contre

la montre est désormais engagée : C'est une question de jours, peut-être d'heures ».

Dans une lettre ouverte expédiée mardi à M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, de sa propre initiative, Roland Agret réclame une nouvelle fois justice, mais non pas « pitié ou un constat de délabrement physique susceptible de motiver quoi que ce soit... »

« En ce trente cinquième jour de grève de la faim, je bloque tout, même la flotte... en quelque sorte je m'achève... »

« Quelle que soit l'injustice qui me frappe, je ne reculerai pas. Je préfère crever debout plutôt que de ramper pour survivre ».

SAMEDI 24 AVRIL

14 H A BARBES

MANIFESTATION

**à l'appel du comité
de coordination
des foyers Sonacotra**

TIMOR :

PROJET DE RÉSOLUTION
PRÉSENTÉ AU CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Un projet de résolution demandant à l'Indonésie de retirer sans délai toutes ses forces du Timor oriental et au représentant du Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec les parties intéressées a été déposé mercredi au Conseil de sécurité.

Le projet, parrainé par la Guyane et la Tanzanie, réaffirme le droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'indépendance, et invite tous les États à respecter l'intégrité territoriale du territoire.

Le Conseil votera jeudi sur ce texte.

On apprend également que lors des séances de mardi, les représentants de plusieurs pays du tiers monde, notamment la Guinée-Bissau et le Mozambique ont appuyé les demandes du FRETILIN (Front de libération du Timor oriental) pour condamner l'invasion indonésienne et exiger le départ des troupes de Suharto.

UNE USINE ISRAËLIENNE
DÉTRUITE PAR L'ALP

Des fedayine palestiniens ont détruit une usine textile dans le secteur industriel de Petah Tikva, à l'est de Tel-Aviv, au cours d'une opération exécutée mardi, annonce mercredi l'Agence palestinienne d'informations «Wafa».

L'agence précise que l'usine a été incendiée à l'aide de charges à retardement mises à feu à 7 h mardi matin (5 h GMT), et que cette opération est la 10^e en 8 jours effectuée par les commandos palestiniens «à l'intérieur des territoires occupés».

PHNOM-PENH

MEETING SOLENNEL POUR
CÉLÉBRER LE 1^{er} ANNIVERSAIRE
DE LA GRANDE VICTOIRE
DU 17 AVRIL

Selon la radio du Kampuchea démocratique, les représentants des ouvriers, des paysans et de l'armée révolutionnaire du Kampuchea, au nombre de plus de 10 000, ont participé le 15 avril dans la matinée à Phnom Penh à un meeting solennel pour célébrer chaleureusement le premier anniversaire de la grande victoire du 17 avril 1975.

Khieu Samphan, président du presidium de l'État du Kampuchea démocratique, a prononcé un discours au milieu d'applaudissements chaleureux.

17 AVRIL 1975
LIBÉRATION TOTALE ET
DÉFINITIVE DU KAMPUCHEA1^{er} ANNIVERSAIRE
DE L'INDÉPENDANCE
NATIONALE DU KAMPUCHEA
DÉMOCRATIQUESOIRÉE COMMÉMORATIVE
suivie d'une représentation
artistique

Le samedi 24 avril 1976 à 20 h 30
Salle de la Mutualité (salle A)
24, rue Saint-Victor — Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité
LE COMITÉ DU FUNK
EN FRANCE

Un intéressant article de «Révolution africaine»

La jeunesse africaine
contre l'hégémonisme

Dans son numéro du 9 au 15 avril dernier, l'organe central du FLN algérien, «Révolution africaine» vient de publier un intéressant commentaire de la récente session du «Mouvement africain de la jeunesse» (MPJ) qui s'est tenue à Alger.

Après avoir exprimé la possibilité «d'une juste solution aux contradictions qui ont émoussé l'Unité africaine à l'instigation de l'impérialisme mondial sous toutes ses formes et de ses laquais dans la région», l'article relate les travaux des délégués des mouvements de jeunesse africains et souligne fort opportunément :

«Il faut nous mettre en évidence le degré de maturité politique qui caractérise chaque intervention. A tel point que le souci d'indépendance vis-à-vis de toutes les organisations internationales de la jeunesse a été réitéré sans équivoque. Et c'est encore une fois de plus la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), (organisation mondiale de la jeunesse contrôlée par les dirigeants révisionnistes de Moscou — note de notre rédaction HR —) qui en fit les frais, comme lors de la dernière rencontre des jeunes des pays d'Europe et du monde arabe. Ce qui est reproché à cette organisation, ce n'est point le fait d'abriter des organisations de jeunesse

démocratiques uniquement, comme n'ont pas évité de le faire croire certains, mais son caractère, à la limite hégémonique».

Et l'article algérien n'hésite pas à fournir les précisions suivantes à ce sujet : «... Le mot... reste significatif, surtout lorsqu'il est pensé à voix haute par les représentants des pays comme le Congo, le Bénin, etc. Une protestation véhémentement auprès de la FMJD a été élevée à la demande du comité exécutif par le secrétariat général du MJF. Ce souci d'indépendance implique nécessairement un programme de travail aussi précis que possible, et une ligne politique allant dans le sens et les intérêts du continent comme du tiers monde».

Ainsi se trouvent révélés pour nous les agissements autoritaires et brutaux des sociaux-impérialistes, qui utilisent comme une arme à leur profit la Fédération mondiale de la jeunesse prétendue démocratique contre les mouvements de jeunesse que se sont donnés les peuples du tiers monde. Mais la loi universelle de la révolte

contre toute pression, oppression et répression joue à fond dans ces circonstances et les entreprises hégémoniques de la FMJD sont inéluctablement vouées à l'échec.

Au passage soulignons la portée internationale du succès récent du meeting organisé par la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, qui a rencontré la participation de nombreuses organisations étudiantes du tiers monde dans la mesure, justement, où l'organisation française n'entend donner aucune leçon à aucune d'entre elles, ni s'ériger en centre dirigeant. Tout au contraire, la JCMLF se met entièrement au service des justes causes défendues et impulsées par les mouvements de jeunesse des peuples du tiers monde, sans jamais s'ingérer dans les affaires intérieures de ces mouvements.

La session du MPJ s'est clôturée par le vote d'une résolution, dont les plus importants extraits seront publiés dans «La Jeune garde rouge».

Aux Comores

Premiers succès
depuis l'indépendance

Le peuple comorien s'est récemment affranchi du joug colonial français. Aux Comores, îles situées dans l'Océan indien, on peut déjà constater les premiers succès des mesures prises pour développer la production et alléger les difficultés de la vie du peuple.

Le gouvernement invite les pêcheurs à s'organiser en coopératives de production afin de mettre graduellement fin aux vieilles méthodes de pêche. La récente réduction des prix du riz décidée par le gouvernement a diminué le coût de la vie, et d'autres mesures ont été adoptées pour assurer la fourniture d'eau courante dans les zones d'habitation. A l'époque coloniale, on ne comptait qu'un nombre infime de puits d'eau douce sur l'île de la grande Comore, la plus grande des quatre îles de l'archipel. Par ailleurs, ces puits étaient exclusivement utilisés par les colonialistes. Les habitants indigènes devaient dépendre de l'eau de pluie, si bien que l'eau potable leur faisait souvent défaut pen-

dant la saison sèche. Après l'indépendance, le gouvernement a commencé à faire installer des conduites d'eau dans toute la ville de Moroni, capitale du pays.

Quand les ingénieurs à l'aéroport ont manqué, des techniciens comoriens les ont remplacés à ces postes. Quand des hôpitaux ont manqué de médecins, les quelques travailleurs médicaux qualifiés comoriens ont assumé courageusement leurs responsabilités.

Dans le plus grand hôpital de Moroni, on ne compte qu'un médecin pour chacun des services de chirurgie et de médecine générale. Ils assument la double tâche de consulter les nouveaux patients et ceux qui étaient dé-

jà hospitalisés. Du fait de l'absence d'un médecin plus qualifié, une sage-femme d'une expérience pratique de sept ans, a courageusement rempli la fonction de médecin au département de gynécologie obstétrique.

Quand les remèdes vinrent à faire défaut, les travailleurs médicaux allèrent chercher des herbes médicinales. Actuellement, les départements sanitaires se préparent à mener une enquête systématique sur l'utilisation de la médecine traditionnelle et à former un personnel médical national. C'est ainsi que le pays s'appuie à résoudre les problèmes provenant de l'insuffisance de médecins et de médicaments en s'appuyant sur ses propres forces.

nouvelles
du mondeLES COMMANDOS
PALESTINIENS
A L'OFFENSIVE

Les commandos palestiniens continuent d'attaquer l'ennemi israélien en territoire occupé au cours de la première quinzaine du mois, lui infligeant de lourdes pertes en matériel et en vie.

Le 2 avril, un commando opérant dans la région de Djenine a lancé près du village de Maythalun une attaque contre l'ennemi, tuant ou blessant plusieurs soldats israéliens, détruisant un blindé et endommageant une jeep.

Le 9 avril, des commandos ont bombardé la résidence d'un officier israélien à Naplouse. La maison a pris feu et plusieurs ennemis ont été tués ou blessés.

Le 11 avril, un véhicule militaire israélien a été détruit par une mine posée par un commando près de la région de Jawazat. Tous les Israéliens à bord ont été tués ou blessés.

Des commandos se sont aussi infiltrés dans la ville de Tel Aviv et ont placé des explosifs. Le 13 avril, une explosion a gravement endommagé un bâtiment des officiers israéliens dans la rue Weizmann et détruit beaucoup de voitures se trouvant au garage.

USA :

GREVE DANS L'INDUSTRIE
DU CAOUTCHOUC

Les ouvriers du caoutchouc se sont mis en grève mercredi matin contre les quatre principaux fabricants de pneus des USA, les sociétés «Firestone», «Goodyear», «Goodrich» et «General Tire and Rubber». La grève qui commence affecte 47 usines de ces trusts.

Les ouvriers revendiquent une augmentation de 30 % de salaire.

INQUIÉTUDE DEVANT
LA MENACE SOVIÉTIQUE
EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Le premier ministre de Nouvelle-Zélande en visite en Grande-Bretagne, a exprimé son inquiétude à l'égard de la politique soviétique dans les régions d'Asie et du Pacifique. «L'URSS», a-t-il dit, «essaie d'établir certains intérêts dans cette région. A franchement parler, nous ne voyons aucune nécessité d'une présence navale soviétique dans notre partie du monde... Vraiment nous ne sommes pas plus en sécurité face à la menace de chantage nucléaire à Wellington, que vous ne l'étiez à Londres, et cette menace est aggravée par la présence de la flotte sous-marine soviétique dans le Pacifique».

Il a souligné ensuite, face à ce danger, la nécessité pour les pays de la région de renforcer leurs liens, d'en créer avec la Communauté économique européenne, et de développer les échanges avec la République populaire de Chine.

URSS :

ENCORE UNE
EXPLOSION NUCLÉAIRE

Une explosion nucléaire souterraine, d'une puissance de 100 kilotonnes, soit cinq fois celle d'Hiroshima, localisée dans la zone sud des essais nucléaires soviétiques au Semipalatinsk (Sibérie) a été enregistrée mercredi matin par les sismographes de l'Institut de sismologie d'Uppsala, près de Stockholm.

nouvelles intérieures

Sonacotra

Le PCF trahit les immigrés

(Suite de la page 1)

C'est là essayer de faire passer le blanc pour le noir et le faux pour le vrai.

L'origine des expulsions n'est pas dans la faiblesse du mouvement de la Sonacotra, mais au contraire dans sa force.

Le pouvoir s'est lancé dans la répression parce qu'il a peur du mouvement des immigrés, comme il a peur des luttes dures et organisées de la classe ouvrière lorsque celle-ci se dégage de l'influence et des pressions des révisionnistes du PCF, comme il a peur du mouvement paysan ou étudiant. Il prend peur parce que ses laquais ne tiennent pas en mains le mouvement pour le dévoyer et finalement le caser.

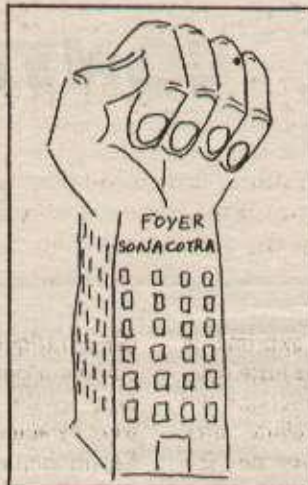
Mercredi à Bagnolet le PCF a condamné la manifestation de solidarité qui devait avoir lieu à 18 heures, après y avoir appelé quelques jours auparavant. La raison officielle donnée dans un tract : « cette manifestation risque d'être manipulée par les services de Poniowski et transformée en provocation ». La véritable raison c'est un travailleur immigré du foyer de Bagnolet qui la dira au moment du rassemblement « ils ne sont pas avec nous parce qu'ils ne peuvent pas contrôler notre lutte, mais ça ils ne le pourront jamais ! ».

Pour finir, le PCF de Bagnolet, comme à St-Denis, à Pierrefitte ou dans d'autres municipalités, devaient appe-

ler les résidents à négocier foyer par foyer sur la base de sa plate-forme et non celle des résidents et de leur comité de coordination.

Ainsi le PCF au cours du développement de la lutte des résidents de la Sonacotra, montre-t-il son vrai visage. Ce n'est pas celui d'un parti mou dont on pourrait espérer qu'il mobilise quand même un peu pour le soutien. Ce parti est un parti de traîtres, un parti bourgeois, dans lequel aucun travailleur français ou immigré ne peut avoir confiance.

Soutenir nos frères immigrés en lutte pour leurs légitimes revendications, c'est s'appuyer sur le principe de non-ingérence dans leur lut-



te, de la reconnaissance de leur Comité de coordination ; c'est également de combattre parmi les partis français qui prétendent les soutenir, les traîtres à la classe ouvrière et les ennemis de son unité de classe et en tout premier lieu les dirigeants du PCF.

Les lycéens en lutte contre la réforme Haby

Alors que le mouvement étudiant contre la réforme Soisson se poursuit et se renforce, les lycéens entrent à leur tour de plus en plus massivement dans la lutte contre la réforme Haby

visant à renforcer la sélection sociale à l'école primaire et dans le secondaire. Nous publions ici des articles que nous ont adressés des lycéens en lutte.

Lycée et CET Foch à Rodez — Les premières leçons de la grève

Au lycée et CET Foch, les élèves ont engagé la lutte pour manifester leur refus de la réforme Haby, faire connaître leur angoisse face aux perspectives d'avenir que la société leur offre (manque de débouchés, pénuries d'emplois, etc.).

Le lundi 12 avril, ils se réunissent en assemblée générale et décident d'entamer une semaine de grève active dès le lendemain. Mardi 13, 50 % des élèves se retrouvent dans la cour ; et alors commencent les forums sur l'Armée, le tiers monde, la Chine, la condition de la femme, les chanteurs engagés, la Palestine, les travailleurs immigrés, l'Espagne, l'Occitanie, le Larzac. C'est à travers les forums et autres activités (projections de films suivis de discussions, débats centraux sur le monde du travail avec participation de travailleurs, animation culturelle : chants, théâtre) que peuvent se concrétiser nos aspirations. Mercredi 14, décoration intérieure et extérieure du lycée ; affichages, banderoles, etc. Jeudi 18 : manifestation unitaire avec le lycée Monteil de Rodez dans les rues de la ville. Prise de parole devant la préfecture du SGEN et des lycéens. Dès la fin des discours, les jeunes marxistes-léninistes ont entonné l'Internationale et autres chansons révolutionnaires aussitôt reprises par les lycéens. Vendredi 16 : participation

d'un travailleur de Toulouse sur l'Algérie et sa révolution agraire. Il est à noter que le nombre d'élèves en grève n'a jamais cessé de croître (70 % vendredi).

D'ores et déjà les élèves tirent les leçons de cette grève notamment concernant les formes de lutte.

L'organisation du mouvement a été conçue de telle façon que l'administration ne s'attendait pas du tout à un mouvement dur qui puisse continuer plus d'une journée.

Le principe de l'AG s'est révélé juste, il permet à l'ensemble des élèves de participer aux décisions.

Le principe de la grève active a permis aux élèves de clarifier les choses : certains parmi eux au débat ne comprenaient pas pourquoi parler d'autre chose que de Haby. Ils avaient peur qu'on ajoute à leur lutte des revendications étrangères, qu'on se mette à la remorque des grands partis de la « gauche » classique, qu'on se fasse récupérer par Mitterrand ou autre Marchais !

Il ne s'agit pas de cela : cette lutte c'est la leur et ils ne la laisseront pas récupérer ; d'ailleurs ils sont nombreux à penser que ce n'est pas un bulletin de vote qui changera grand chose à l'exploitation. Non ! S'ils parlent du Larzac ou d'autres sujets, c'est que l'école ne leur permet pas habituellement d'en parler.

Elle les enferme dans un ghetto. Ils sont coupés de la vie réelle, des luttes des travailleurs, des luttes des peuples du monde. C'est pour cela qu'ils font une grève active.

A noter également des interventions des jeunes socialistes de Rodez, demandant d'arrêter la lutte sous forme de grève et de

la continuer tout en étant en cours (sic !).

Malgré cela, les lycéens et collégiens de Foch ne sont pas démobilisés bien au contraire et ils sont prêts à continuer leur lutte jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications.

Les lycéens marxistes-léninistes du lycée et CET Foch de Rodez

Redon

L'expérience du révisionnisme

Au lycée, 1 500 élèves répartis à égalité entre le CES, CET, lycée. La grève démarre sous l'impulsion du CET, suivi par le lycée. Un comité de grève est immédiatement formé. On constitue des groupes pour discuter de la réforme Haby. Le soir, la grève est reconduite par les élèves présents, à une majorité écrasante, un piquet de grève est mis en place.

Au lycée comme à l'usine, on fait l'expérience de ce que sont les révisionnistes du PCF-CGT :

— Ayant senti le mouvement se lever, des profs PCF avaient regroupé, à la hâte des élèves, sous l'étiquette JC, pour essayer de contrôler le mouvement par leur intermédiaire.

— Des JC ont distribué un tract qui cherchait à diviser les lycéens, en disant que le comité de grève

était « spontané » et qu'il fallait que la grève soit dirigée par une organisation démocratique : la JC, profitant de la lutte « pour renforcer leurs rangs ».

— Un prof. CGT : « On vous soutient pour des journées d'action, mais pas question de faire le pont jusqu'aux grandes vacances ».

Ce qu'ils veulent, c'est qu'on attaque Haby, en tant que représentant du gouvernement Giscard ; mais ce qui les affolent, c'est qu'on dénonce le système et qu'ils ne puissent plus contrôler notre lutte.

Déjà, ils se retrouvent isolés.

Ce jour et demi prouve que la plupart, surtout du CET, lutte pour la fin de ce système capitaliste et qu'ils balayeront ceux qui s'opposent ou essaient de détourner notre lutte.

Des lycéens en lutte

1er Mai à Paris

UNE LETTRE DU COLLECTIF «l'Encrier»

Le Collectif l'Encrier s'excuse auprès de la direction politique de l'Humanité-Rouge pour ne pas avoir pu assister à la rencontre du vendredi 9 avril ayant pour but de coordonner les forces marxistes-léninistes en vue de leur défilé antirévionniste et antitrotskyste du

1er Mai. Cependant nous nous associons à l'appel de l'Humanité-Rouge et de l'Union des communistes de France ml pour cette si importante manifestation prolétarienne de combat qui se déroulera à 10 h 30 du matin à la Bastille.

Collectif l'Encrier

SNIAS

32 délégués syndicaux inculpés

(Suite de la page 1)

Mercredi 21 avril dans la matinée, environ 150 militants CGT ont occupé pendant 2 heures le siège central qui se trouve à Paris, demandant la levée de toute sanction contre leurs camarades. Mais, Claude Boguelin, responsable de la branche aéronautique à la Fédération des métaux CGT, en bon révisionniste qu'il est, s'est servi de cette situation pour verser une larme sur l'industrie aérospatiale fran-

çaise ; voulant ainsi faire avaliser par les travailleurs la politique du PCF de défense de l'industrie capitaliste. Ce n'est ni plus ni moins qu'une tentative de récupération de la légitime colère des masses contre les licenciements et les inculpations, en un mot : contre la dictature du capital. Et il est indispensable de démasquer et combattre ces manœuvres réactionnaires, et exiger le retrait de toute sanction et de tout licenciement.

Des enseignants vacataires à RTL

Une quarantaine d'enseignants non titulaires et de chargés de cours de l'enseignement supérieur sont venus à Radio-Télé-Luxembourg, à l'appel du « Comité de coordination national des enseignants vacataires du supérieur » (COCONEVES), demander que cette radio fasse mention sur ses ondes de leurs revendications.

Ils réclament l'abrogation

de la réforme du second cycle et notamment du plan d'élimination en trois ans de leur corps qui est, disent-ils, sous-entendu et même prévu par la réforme.

Ils demandent également, à court terme, de meilleures conditions de travail et de rémunération et, à plus long terme, sécurité de l'emploi et titularisation.

Sortie vendredi d'un numéro spécial «étudiant» de l'Humanité Rouge

Un numéro spécial du journal sous forme de recto-verso format 40 x 60 sera publié vendredi et disponible en grand nombre d'exemplaires pour une diffusion massive.

Les camarades pourront en disposer dès vendredi matin au local parisien.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS!

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION



LIP SE MOBILISE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Interview de Roland Vittot de la CFDT Lip

L'annonce du dépôt de bilan fut un coup d'assommoir pour les «Lip» les patrons cherchant à les culpabiliser, en cherchant la division et des responsables. Le PCF collabore ouvertement avec ceux-là même qui veulent assassiner Lip, un de leur tract insulte et cherche la division des «Lip» : «Les illusions, chez Lip et ailleurs, sont répandues par certains sur la possibilité d'aménager le système, de trouver des solutions qui ne mettent pas en cause les intérêts de ceux qui pillent la France. Ceux qui répandent des illusions ne font qu'égarer les travailleurs, les diviser, les empêcher d'obtenir vraiment satisfaction, comme l'expérience de Lip l'a montré. Les mêmes qui hier engageaient les travailleurs dans les actions les plus aventuristes les poussent aujourd'hui à l'attentisme donc au découragement et à l'abandon.»

Voilà le venin révisionniste qui cherche encore à empoisonner les «Lip». Nous pouvons affirmer que l'ensemble des «Lip» est resté avec la CFDT dans la ligne de la lutte de classe, le comportement, les actions menées prouvent amplement la conduite de classe des «Lip», ceci pour répondre à des affirmations contraires et mensongères de la bourgeoisie et du PCF durant ces dernières semaines.

Notre correspondant à Besançon a interviewé Roland Vittot de Lip, il montre clairement que pour la seconde fois en 3 ans Lip est menacé de disparition par les capitalistes.

HR : Peux-tu nous rappeler ce qui s'est passé les derniers temps et nous faire le point de la situation.

Roland Vittot : D'abord il faut savoir une chose ; ce qui se passe actuellement a été voulu, organisé, dirigé par le patronat et le gouvernement pour casser Lip ; tout anéantir ; c'est un coup monté. Le gouvernement dans la situation actuelle de lutte de la classe ouvrière a besoin de faire un exemple : il lui faut se débarrasser de nous.

A Lip, les stocks se sont peu à peu accumulés. A partir de juillet 1975, les ventes n'ont plus suivies les prévisions. En octobre, tentative d'emprunt : les banques refusent. C'est alors que se développe toute une opération publicitaire dirigée contre Lip ; articles de presse, recherche d'un PDG par les petites annonces, etc. Tout ceci a conduit à une chute des ventes brutales. Le problème financier a été provoqué pour donner l'occasion au patronat et au gouvernement de nous casser les reins. Par exemple, on accuse Lip de croquer les deniers publics ; en fait l'entreprise a bénéficié comme bien d'autres de la prime accordée à chaque employeur.

Toute la mascarade d'il y a 15 jours, (dépôt de bilan ou pas) était destinée à démobiliser les travailleurs.

HR : Où en est la mobilisation et quels sont vos axes de luttes ?

RV : Nous savions après notre grève qu'ils reviendraient à l'attaque ; on ne s'est pas fait d'illusions.

Nous voulons déjà montrer au public que toutes les attaques portées contre nous sont des mensonges. On essaie de nous décourager, de nous diviser ; nous répondons «Serrons-nous les coudes». Comme on le dit dans Lip-Unité, pas question de licenciements, non à la fatalité préparée à l'avance. On ne veut pas de 100 ou 200 types flanqués à la porte et ce n'est pas les fameux 90 % en cas de licenciements qui nous feront reculer.

On essaie de suivre par notre action une ligne de lutte de classe.

Notre boulot en ce moment, c'est déjà de mobiliser dans la boîte. N'oublions pas qu'en 73, cela avait mis 2 mois. Ce n'est que quand ceux qui hésitaient encore avaient vu les fameux papiers qui se trouvaient dans la serviette qu'on avait trouvée qu'ils avaient pigé. L'unité ne se fait pas du jour au lendemain ; il faut vaincre la peur, faire avancer la prise de conscience.

Pour la popularisation et les formes de lutte, on cherche ; il faut trouver des formules neuves. Réinventer. «On vend et on se paie, c'est dépassé. On sait que Chirac a dit de nous laisser prendre les stocks en cas de bagarre. Alors il faut trouver autre chose qui nous soude. Par exemple, on parle de remettre 300 personnes au boulot. Ça se discute ; si on ne le fait pas, il pourrait saisir l'occasion pour dire, c'est fini. Il s'agit d'être prudents, de ne pas brûler toutes nos cartouches. Cette forme d'action emmerde les patrons nous le savons. Si 300 gars

doivent rebosser et que cela permette de repousser la date de la liquidation de biens... de toute façon retourner au boulot doit faire partie de la lutte. On va en discuter mais on peut envisager une rotation pour que ce ne soit pas toujours les mêmes qui travaillent.

Question popularisation : on distribue des tracts par milliers pour informer la population. Elle nous est très largement favorable, mais manque d'informations pré-

cises. Vendredi dernier, on a installé des panneaux explicatifs dans les rues. Ça a très bien marché ; nous avons également effectué des «mises à l'heure» de montres pour le public.

D'autre part, on va chez Griffet les 1er et 2 mai pour une journée portes ouvertes : on va reprendre notre bâton de pèlerin.

HR : Que penses-tu de l'attitude du PCF à propos de Lip ; ainsi que du tract distribué à Besançon attaquant les semeurs d'illusions de Lip, les aventuristes qui poussent à l'attentisme ?

RV : L'unité avec la CGT ne va pas trop mal. On a quelques escarmouches mais dans l'ensemble, ça va. Avec le PCF : un député du PCF est venu nous voir l'autre jour. Bon, pour nous, les luttes ça doit être dur ; il faut qu'il y ait le maximum de gens qui participent. Mais notre conception de la démocratie est opposée à la leur ; chez eux, les ordres arrivent du dessus. Nous, on ne veut pas de donneurs de leçons. Alors on s'est bagarré pendant une bonne demi-heure et à la fin, il y a même eu une enquerlade. Ça ne passe pas, quoi !



Installés dans la rue, les «Lip» font la mise au point gratuite des montres.

On leur a dit : «Vous n'êtes pas avec les travailleurs de Lip ; nous, on juge sur pièce. Voilà vos tracts, voilà l'Huma, qu'est-ce que ça veut dire, ces attaques contre nous ? Il y a des licenciements en pagaille ; qu'est-ce que vous avez fait pour cela ; vous avez cherché à gagner des voix aux élections, c'est tout. On ne s'est pas laissé faire, on a même refusé de se laisser

photographier. Leur ligne, elle est claire après ça.

Encore un petit mot, on a pas mal d'ennemis sur le dos ; il y a de très grandes chances pour que des RG aient été embauchés à Lip ; des faits l'ont prouvé. Sans compter tous ceux qui rôdent dès qu'on sort ; c'en est pourri.

De toute façon, ça ne nous empêchera pas de ser- rer les rangs, on se battra.

Au service de liquidation de l'ORTF

Mobilisation contre l'atteinte au droit de grève et aux libertés syndicales

Les travailleurs du Service de liquidation de l'ORTF avaient obtenu après une grève de 3 jours et à la suite d'une longue et dure négociation, les premiers engagements écrits par Jean-François Vincent, le chef du service : «D'offrir à tous les agents employés par le Service de liquidation une situation de reconversion à niveau égal à l'issue de leur activité au dit service».

Revenant encore une fois sur ses propres engagements, Vincent procède à un recrutement individuel dans le cadre des nouvelles sociétés de radio télévision, recrutement qui consiste à affecter certains agents aux postes qui seront proposés dans le plan.

Les travailleurs et le Syndicat unifié radio et télévision, SURT-CFDT affirmaient au cours d'une conférence de presse le 31 mars 1976 que ce n'est pas la

première fois que la direction de ce service, service du premier ministre, porte atteinte aux libertés syndicales.

Les droits syndicaux furent obtenus par un rapport de force instauré et par la pression permanente des travailleurs du service. La direction avait tenté de licencier le responsable syndical en octobre 1975, et les menaces, pressions de toutes sortes, organisation parallèle de non-grévistes pour briser les grèves, l'utilisation de la médecine du travail pour tenter — encore une fois en vain — de licencier des personnels, tout comme les «promotions éclair» offertes sans succès à certains responsables syndicaux. La liste s'allonge aujourd'hui d'une discrimination suivant des critères propres à une direction qui représente le premier ministre. TELLES SONT LES LIBERTÉS SYNDICALES DANS LE

SERVICE DU PREMIER MINISTRE !

Le SURT-CFDT mène la lutte dans le service depuis bientôt 8 mois, dénonce les recrutements individuels dont le but est de diviser le personnel en recrutant les «bons éléments» non-grévistes actifs.

Il s'agit là d'une atteinte délibérée au droit de grève et aux libertés syndicales dans les services du premier ministre.

A tous moments, le patronat et son État sont prêts à remettre en cause — comme à Lip — les acquis de luttes et pas seulement dans le cadre de l'emploi. En permanence se repose l'ensemble des revendications des travailleurs ayant trait à toutes les formes de l'exploitation (salaires, conditions de travail, etc).

Les travailleurs du service de liquidation à la suite

d'une lutte de plusieurs mois ont vu se préciser les premières garanties de leur reclassement, mais, devant les «pirouettes» de Vincent tous savent que la seule garantie viable reste leur mobilisation, leur pression permanente, le rapport de force qu'ils entretiennent face à leur direction et au premier ministre c'est le seul «moyen», la seule voie qu'ils ont pour s'assurer que ce plan de reclassement soit respecté et publié.

Ainsi, les travailleurs du service de liquidation, tout en restant vigilants et mobilisés contre toutes les tentatives de remise en cause de leurs premiers acquis — notamment le recrutement individuel organisé — doivent dès aujourd'hui connaître l'éventail de leur futur statut et se préparer à se battre dans le cadre de leurs nouveaux emplois.



la France des luttes

Brétigny

Bilan de la grève de la STAN

Mardi 13 avril, après plus de 2 semaines de grève, les travailleurs de la STAN reprenaient le travail (pour la lutte, voir les compte-rendus dans HR No 463 et 466), la direction «accordait» 5 %.

Sans être une défaite, les travailleurs de la STAN reprennent le boulot, mécontents et le cœur gros.

UNITÉ À LA BASE
ET DANS L'ACTION

Lundi 29 mars, sous l'impulsion d'un délégué CGT combatif, la quasi majorité de la STAN (société de ramassage d'ordures ménagères) se mettait en grève illimitée avec occupation de leurs dépôts et blocage des camions benne.

À Brétigny, dont le personnel est à majorité de travailleurs immigrés, aucun travailleur n'était politisé. Immédiatement les travailleurs s'organisant à la CGT, prirent 2 pôles de références

pour leur soutien, leur action et leurs conseils : la mairie Union de la gauche (majorité PCF) et l'UL CGT (noyauté par des traîtres révisionnistes du PCF).

Tout de suite, voyant la bonne aubaine, les dirigeants du parti de Marchais «s'occupèrent» de cette grève, qui seule était capable de redorer leur blason bien flétri par leurs magouilles et leurs dénonciations par les communistes marxistes-léninistes de la ville. Les dirigeants traîtres du PCF se mirent à l'ouvrage.

— Tenant la mairie ils distribuèrent des repas gratuits aux grévistes.

— Ils emmenèrent le délégué syndical de la STAN à la préfecture, le préfet leur promet de ne pas envoyer les flics ; (entre gens du même monde, on s'entend bien !).

Dès mardi, les militants communistes marxistes-léninistes de «l'Humanité rouge» allèrent voir les grévistes qui occupaient le dépôt. Ils demandèrent s'ils pouvaient populariser leur grève dans leur quotidien. Les révisionnistes virent d'un mauvais œil ce rapprochement. Et ils firent des pieds et des poings pour empêcher la discussion par des calomnies, genre : «Attention, ils vont politiser

la grève, ce sont des gauchistes, ils vont tout casser !». Les travailleurs un peu méfiants, au début, furent rassurés quand nous leur avons porté le premier article sur leur grève (HR No 463).

Bientôt des sections syndicales combattives de la région vinrent voir les grévistes ; la section syndicale CGT de Tréfinmétaux, la section syndicale CFDT de Laroche Navarron, etc.

Les révisionnistes firent tout pour contrôler complètement le mouvement.

LA TACTIQUE DES
RÉVISIONNISTES

Nous pouvons distinguer 3 périodes :

1) La première semaine. Les gars de la STAN très combatifs sortent de la légalité (occupation des dépôts, blocage des camions-benne) et organisent des actions dures (ils récupèrent des camions-benne devant le nez des flics, arrachent les postes émetteurs des cadres qui voulaient saboter la grève). Là LES RÉVISIONNISTES CHERCHANT À S'IMPLANTER, NE PEUVENT COMBATTRE CE GENRE DE GREVE ET CES FORMES D'ACTION.

C'est là où ils utilisent tout le matériel à leur dis-



Manifestation à Brétigny le 8 avril (photo correspondant HR).

position, c'est-à-dire tout le matériel de la mairie, afin de montrer aux grévistes, qu'il ne faut pas chercher de l'aide ailleurs.

2) La deuxième semaine commence par une magouille des révisionnistes. Le dimanche sur le marché, avec un tract de l'UL-CGT (tract fait uniquement par les révisionnistes, sans avoir contacté les sections syndicales CGT), la section P«C»F de Brétigny collecte pour la STAN et appelle la population à une manifestation contre le chômage à Brétigny. Les révisionnistes exécutent leur premier coup de force, ils veulent démontrer qu'ils tiennent la situation bien en main et que cette grève est leur chasse gardée (exemple pendant la collec-

te, chaque gars de la STAN était entouré de 4 militants du P«C»F).

3) Jeudi 8 avril à 18 heures, la manifestation appelée par les révisionnistes de la CGT, se met en branle. Mais pas comme ils l'avaient prévu.

— 150 personnes, dont 3 boîtes en lutte, beaucoup d'immigrés.

— En plus de la sono révisionniste, il y avait la sono d'une section syndicale CGT de LUTTE DE CLASSE, Tréfinmétaux, qui lançait les mots d'ordre : «Français-immigrés, une seule classe ouvrière !», «Français-immigrés, même patron, même combat !», «Du chômage ? NON ! NON ! NON ! Du travail ? OUI ! OUI ! OUI !».

À suivre demain

Peugeot Beaulieu

Lutte contre tout licenciement

Aux cycles Peugeot de Beaulieu, malgré la reprise du travail après 6 semaines de grève, la combativité de la classe ouvrière est intacte.

9 licenciements sont maintenus, 9 délégués syndicaux dont les 2 secrétaires CGT et CFDT.

Pendant la première semaine de la reprise du travail il ne s'est pas passé une journée sans que spontanément les ouvriers débrayent et manifestent devant les grands bureaux : «Non aux licenciements !», «Nos 300 F», «Peugeot peut payer !», résonnait d'une seule voix devant les fenêtres de la direction. La deuxième semaine fut marquée par la rentrée des 35 ouvriers et délégués mis à pied 5 jours.

Le patron mute, décline, sanctionne. Un père de famille de 5 enfants s'oppose à son déclassement et refuse le changement de poste, il est remis à la porte pour 5 jours.

La riposte de la classe ouvrière ne s'est pas faite attendre, à V 6 sur les chaînes vélos, à V 35, sur les chaînes cyclos à Mandeure les ouvriers ont continué la grève pour refuser les licenciements et pour les 300 F pour tous. La température commence à monter dans tous les secteurs, et l'on dépose les revendications pour chaque atelier.

Mardi dernier, le CE s'est prononcé contre les licenciements à 9 voix contre 1 (celle du patron, la CGC ayant voté contre à cause des élections en juin prochain).

L'inspecteur du travail s'est saisi des dossiers des 9 délégués licenciés et sue la

peur dans sa chemise, peur du patron et de perdre sa place, peur de la classe ouvrière et de sa détermination. Mardi prochain, la CFDT, la CGT appelleront l'ensemble des travailleurs des cycles à manifester à Montbéliard devant son bureau afin de lui faire comprendre que jamais nous

muniste (celui de la main tendue) a tenté de frapper un de nos camarades et a interdit l'entrée au local CGT (payé en 1936 par les ouvriers des cycles) à un autre délégué sur lequel ils font répandre des calomnies : «Sa voiture est payée par l'argent des collectes et par Pékin».



n'accepterons qu'un de nos camarades soit jeté à la rue.

La semaine dernière une délégation de la CFDT s'était présentée au local CGT en vue d'élaborer un tract et des actions communes pour le lendemain, dans le souci de maintenir l'unité de la classe ouvrière contre les exploiters Peugeot. Un membre du faux parti com-

La section syndicale CFDT a répondu fermement dans une lettre qu'elle n'avait pas l'intention de se laisser malmener.

Nous disons bien haut : «Non aux licenciements», «Oui aux revendications», «A bas les diviseurs» !

Correspondant H.R.
Peugeot Beaulieu

La Bresse (Vosges)

Occupation de la Soplec

Les 200 ouvriers de l'entreprise SOPLEC, menuiserie industrielle occupent leur usine depuis le 21 avril, suite à l'annonce par la direction de fermer l'usine de La Bresse (Vosges).

Il y a un mois, une mesure analogue de fermeture était intervenue dans une

filiale de la SOPLEC, implantée près de Grenoble.

Les travailleurs sont résolus dans leur occupation à lutter pour l'emploi et refusent ainsi le démantèlement de l'entreprise qui jeterait 200 travailleurs à la rue.

À part cela, c'est la reprise disent les Chirac et Cie.

La caisse d'allocations familiales
entre en lutte

Le mouvement débuté le 5 avril 76 par une grève catégorielle des programmeurs et pupitreurs du centre ordinateur avec occupation des locaux pour la reconnaissance de leur qualification professionnelle. La paralysie totale du centre ordinateur crée des conditions favorables à la mobilisation de l'ensemble du personnel.

Dès le 9 avril, une partie du personnel se met spontanément en grève sur les revendications suivantes : salaire minimum à 2 000 F ; 300 F d'augmentation pour tous ; refonte de la classification ; amélioration des conditions de travail ; défense des avantages acquis dans les établissements ; maintien et extension du droit syndical ; plate-forme CFDT-CGT.

Le même jour les syndicats signataires de la plate-forme consultent les services pour déterminer un mode d'action dans le cadre de la semaine revendicative du 1er au 16 avril 76.

Les grévistes s'organisent en assemblées générales au cours desquelles un débat démocratique s'instaure sur les perspectives à donner à notre mouvement.

Le 13 avril, sous la pression des grévistes (dont le

nombre grandit) la CFDT et la CGT appellent à une grève de 24 heures reconductible, sans autre forme de mobilisation. L'assemblée générale organisée le lendemain matin seulement par les syndicats manifeste une reprise en mains du mouvement par les organisations «responsables». Imbus de leur soi-disant représentativité, elles monopolisent la parole et l'action au nom des grévistes et s'emploient dès lors à freiner notre mouvement :

— Consultation à bulletin secret de l'ensemble du personnel (gréviste et non-gréviste) sur la reconduction de la grève, avis consultatif n'incitant pas à une réelle mobilisation, puisque ceux qui ne sont pas engagés dans la lutte, retournent travailler.

— Longueur du vote et du dépouillement maintenant les grévistes en position attentiste jusqu'à une heure avancée de la journée.

Ces pratiques à l'initiative de la CGT (à laquelle se rallie la CFDT par souci d'unité «au sommet») démontrent en fait un plus grand respect de l'opinion des non-grévistes que de celle des grévistes. C'est

une conception de la démocratie particulière à la CGT : non pas s'appuyer sur le mouvement existant pour le développer, mais sur l'arrière-garde pour casser la lutte.

Malgré la quasi impossibilité, pour les grévistes, de prendre la parole en AG (les syndicats la lèvent dès la fin de leurs propres interventions), l'opposition à ces manœuvres devient de plus en plus claire et déterminée.

Face à cette résistance, la CGT amorce un mouvement de repli et permet ainsi à FO de tenter de récupérer le mouvement en appelant à une grève jusqu'aboutiste, sans en préciser les bases.

Malgré cela la mobilisation continue, les grévistes s'organisent en vue de la coupure du week-end de Pâques.

À la CAF, le nombre des grévistes augmente chaque jour, et de nouvelles perspectives de lutte s'offrent avec un début de mobilisation dans d'autres organismes de sécurité sociale (URSSAF et CPC sur la région parisienne).

Grévistes, sympathisants de l'Humanité Rouge



Nantes

SUCCESSION D'UN MEETING DE «PAYSANS—TRAVAILLEURS» DE SOUTIEN AUX PETITS VITICULTEURS

Au foyer de jeunes travailleurs de Nantes s'est tenu récemment un meeting de solidarité à la lutte des petits viticulteurs du Midi et pour la libération de Teisseyre petit viticulteur emprisonné à la suite de l'affrontement de Montredon.

Ce meeting était appelé par le mouvement «Paysans-travailleurs» de Loire-Atlantique et la soirée était animée par deux petits viticulteurs du Midi. Environ 200 personnes avaient répondu à l'appel, beaucoup de paysans, des ouvriers aussi,

Les communistes marxistes-léninistes de Nantes et leur journal «l'Humanité rouge» soutiennent fermement l'initiative prise par les «Paysans-travailleurs» d'organiser un meeting de solidarité avec la lutte des petits viticulteurs du Midi. Ils se réjouissent aussi de voir ce meeting placé sous la présidence de 2 de ces viticul-

teurs. Soixante-dix ans après les grandes révoltes viticoles de 1907, les viticulteurs du Midi

se sont à nouveau mobilisés pour un revenu décent et pour «travailler et vivre au pays».

Nous, communistes marxistes-léninistes, pensons que les petits viticulteurs du Midi ont eu raison de se révolter et nous applaudissons au courage de ceux qui ont riposté du tac au tac à la violence policière.

Nous estimons que les formes d'actions violentes choisies par les petits viticulteurs étaient entièrement

ainsi que des enseignants, jeunes travailleurs et étudiants.

Les deux petits viticulteurs expliquèrent de façon la plus claire la situation dans le Midi viticole, les raisons de la lutte, leur forme, la nécessité de la violence de masse, ainsi que les obstacles qu'ils avaient à abattre.

De nombreuses questions furent posées et un message de notre journal fut lu à la fin dont voici des extraits :

justes, elle répondaient à la situation :

— le revenu de la majorité des petits viticulteurs qui déjà ne dépasse pas le SMIC, est menacé,

— les gros trusts et les négociants s'en mettent plein les poches en important à outrance et en spéculant afin de casser les prix de vente à la production,

— pour les petits viticulteurs c'est la mévente et à terme la misère, la faillite, l'expulsion de leurs terres.

Las des belles promesses, des démarches des élus locaux et des pétitions-bidons de la gauche, les petits viticulteurs ont décidé de prendre leurs affaires en main et de se battre. Comme les paysans de l'Ouest qui ont arrêté des camions de viande en juillet 74, les petits viticulteurs ont attaqué les négociants en vin. Pour se faire entendre, ils ont coupé des routes, des voies ferrées, incendié des perceptions et des commissariats de police :

Ils ont eu recours à la violence révolutionnaire de masse.

Depuis 67-68, les luttes des petits paysans s'amplifient et prennent un caractère anticapitaliste de plus en plus marqué. Rompant avec les vieilles pratiques de collaboration de classe et avec l'illusion d'une soi-disant «unité du monde paysan tout entier», des organisations de masses paysannes, et spécialement Paysans-travailleurs, se sont engagés dans la voie de la lutte contre les méfaits du capitalisme à la campagne, y compris en recourant à la violence de masse et à l'action «illégal».

De plus, ils se sont engagés dans la voie de l'alliance avec la classe ouvrière, comme au Joint français ou à Saunier-Duval à Carquefou ou chez Régent à Redon. Nous nous réjouissons quant à nous de telles orientations de classe dans le syndicalisme paysan.

Voilà qui prouve bien aussi que les vieux slogans du réformisme et du révisionnisme ont pris du plomb dans l'aile au sein de la paysannerie exploitée. Ce que veulent un nombre grandissant d'ouvriers et de paysans

ce n'est pas que le chômage, l'exploitation et la misère soient accomodées à la sauce Mitterrand ou Marchais au lieu de la sauce Giscard.

Dans la période même où le renégat Marchais jette aux orties la dictature du prolétariat, nombre de luttes ouvrières et paysannes et spécialement celle des petits viticulteurs montrent au contraire que les travailleurs veulent en finir avec cette société capitaliste pourrie, et qu'ils souhaitent le véritable socialisme.

Nous disons, nous, que le socialisme est possible dans notre pays et que sa seule garantie sera la dictature du prolétariat fondée sur l'alliance entre la classe ouvrière et la petite paysannerie.

Nous pensons que les luttes anticapitalistes actuelles, ouvrières, paysannes et étudiantes annoncent les grandes luttes révolutionnaires ultérieures. Mais nous pensons aussi que les vieux états-majors réformistes et spécialement le parti révisionniste de Marchais non seulement ne dirigeront pas ou ne soutiendront pas ces luttes mais qu'ils s'y opposeront.

C'est pourquoi nous enregistrons comme un fait très positif qu'un nombre grandissant d'ouvriers, de petits paysans et d'intellectuels révolutionnaires tournent définitivement le dos au réformisme, au révisionnisme, au programme bourgeois de l'Union de la gauche et voient de plus en plus la nécessité de renforcer le Parti marxiste-léniniste unique, l'organisation d'avant-garde indispensable pour mener les futures luttes révolutionnaires et les faire déboucher sur la seule issue favorable au peuple : l'instauration du socialisme et la dictature du prolétariat sur les anciens exploités.

Pour ce soir, à travers la personne de nos camarades viticulteurs nous sommes heureux d'adresser nos fraternelles salutations communistes aux petits viticulteurs en lutte et de les assurer de notre ferme soutien politique.

Vive la lutte des petits viticulteurs du Midi.
Vive l'unité de combat ouvriers-paysans pour le socialisme et la dictature du prolétariat.

LE FOYER SONACOTRA DES ULIS A BURES (ESSONNES) POURSUIT LA GREVE DES LOYERS

Dans la liste des foyers Sonacotra en grève parue dans l'HR du 13 avril, vous avez oublié le foyer des Ulis (Bures) qui est en grève depuis cinq mois. Jusqu'ici la Sonacotra n'a rien voulu céder. Les résidents ont réussi à surmonter les divisions dans le foyer. Les conditions sont difficiles car, pour certains travailleurs, c'est l'em-

ployeur qui paie directement le loyer à la Sonacotra, donc eux ne peuvent pas faire la grève ; d'autre part, la préfecture fait le chantage de ne pas renouveler les cartes de séjour à ceux qui ne paient pas les loyers. Mais la lutte se poursuit fermement ; un comité de soutien existe aux Ulis.

Correspondant HR.

VIENT DE PARAÎTRE

Textes traduits de la presse chinoise



vent d'est

Critique du courant de droite.

La démocratie à l'usine.

Politique extérieure de la Chine : l'analyse de l'expansionnisme soviétique en Inde et en Angola.

Science et conception du monde :

— Le cancer n'est pas incurable.

— J. Monod : «Le hasard et la nécessité».

Transformation des habitudes à la campagne.

n°2

26 pages
1976
5 FRANCS

E 100

distribué par les EDITIONS DU CENTENAIRE

UNE NOUVELLE AFFICHETTE EST PARUE

l'Humanité rouge

NUMERO SPECIAL

1^{er} MAI

Interview du directeur politique de l'Humanité Rouge, Jacques Jurquet

Les luttes ouvrières et populaires depuis 68

La classe ouvrière dans les pays capitalistes

La classe ouvrière en URSS et aux USA

Le nouveau visage du monde (l'édification socialiste dans les pays de dictature du prolétariat)

Ce que fut réellement le Front populaire

Les 1^{er} mai qui ont marqué le mouvement ouvrier

Camarades, vérifiez que cette affichette — qui sera remise aux NMPP le lundi 12 avril — est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

Pour la région parisienne, outre celles qui sont confiées aux NMPP, des affichettes sont disponibles à «l'Humanité Rouge», que les camarades pourront placer eux-mêmes à proximité, ou, mieux, directement sur les points de vente (kiosques et camelots).

MOBILISER TOUT LE PARTI,

DEVELOPPER EN GRAND L'AGRICULTURE

ET MENER LE COMBAT POUR GENERALISER

LES DISTRICTS DE TYPE TATCHAI

Houa Kouo-feng

Brochure sur la Conférence nationale agricole en Chine populaire

La Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, qui a bénéficié de la haute sollicitude du président Mao et du Comité central du parti s'est tenue du 15 septembre au 19 octobre 1975.

C'est une conférence extrêmement importante qui fait suite à l'appel : «Que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tatchai». Elle a établi le bilan, en même temps qu'elle a permis un échange, des expériences acquises par les différentes régions de la Chine dans l'agriculture et la mécanisation agricole en prenant l'exemple sur Tatchai ; elle a lancé l'appel : «Mobiliser tout le Parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts de type Tatchai», et elle a décidé que la mécanisation de l'agriculture devait être réalisée, pour l'essentiel, en 1980. Cette conférence aura une profonde influence en ce qui concerne le développement accéléré de l'agriculture chinoise et l'essor continu de l'économie

La présente brochure contient un rapport du camarade Houa Kouo-feng, premier vice-président du Comité central et membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois et premier ministre du Conseil des Affaires d'État, rapport établissant le bilan de la Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, ainsi que des extraits de l'intervention prononcée par Kouo Feng-lien, secrétaire de la cellule du Parti de la brigade de production de Tatchai, et de celle de Wang Kin-tse, secrétaire adjoint du comité du Parti du district de Siyang, province du Chansi.

L'exemplaire : 0,90 F

Disponible aux librairies :

— Les Herbes sauvages, 71, rue de Belleville 75020 Paris.

— La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon.

— Le Sol de la Terre, 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou, par correspondance, à :

— E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.



culturel

Télévision

Les sionistes
ont peur
de la vérité

La chaîne de télévision CBS a protesté mardi auprès du gouvernement sioniste pour la saisie et la destruction de films réalisés par une de ses équipes de journalistes sur les manifestations arabes dans les territoires occupés.

L'équipe de journalistes américains, précise la CBS (Columbia broadcasting system) a été interpellée mardi à Naplouse. Les pellicules ont toutes été confisquées puis rendues inutilisables par les autorités israéliennes.

L'oppression de la femme en URSS

Double journée de travail, salaire de misère
et mauvais traitements

Tout récemment est paru dans «la Voix du Nord», quotidien local très lu, une enquête sur «Les femmes à travers le monde». Une partie est consacrée à la femme soviétique.

On peut juger un régime politico-économique au sort qu'il réserve aux femmes. Celui-ci n'est guère enviable en URSS.

La nécessité du
2e salaire

La plupart des femmes qui travaillent avouent le

faire par obligation car un salaire «correct», dans la région de Moscou par exemple, atteint 160 roubles alors que la Jigouli (équivalent d'une Fiat 124) vaut 5 500 roubles ; le salaire moyen d'une femme varie entre 80 et 120 roubles alors que la rémunération moyenne est de 140 roubles. Qu'est-ce qu'un système qui paye moins les femmes que les autres salariés ? De plus, alors que tout est fait pour imposer aux femmes soviétiques des modes vestimentaires, les vêtements «à

la mode» sont le plus souvent des articles importés qui coûtent largement un mois de salaire !

«L'égalité» des
femmes en URSS

Le très officiel hebdomadaire «Sovietskaya Kouloura» avoue avec cynisme que «l'égalité des femmes consiste à ce qu'elles fassent le même travail que les hommes tout en continuant à faire le leur car ce sont elles

qui nourrissent les enfants et conservent le feu du foyer». On ne saurait être plus clair : cette égalité-là consiste à défavoriser la femme par rapport à l'homme en lui faisant faire une double journée de travail ! Quel est ce socialisme, femmes travailleuses de France, qui maintient la femme dans le même état d'exploitation que celui du système capitaliste ?

Autre aspect de cette domination : toutes les affaires du pays sont aux mains des hommes. Ainsi aucune femme ne fait partie du Politburo du parti de Brejnev ; sur les 230 membres du Comité central, on n'en trouve que 6 (soit moins de 3 %) ; aucune femme ne fait partie du Conseil des ministres qui compte 73 postes.

garçons appréciant le plus chez les filles, figurent la timidité, la propreté et souvent le fait de savoir se tenir au second plan...». D'autre part, il apparaît de plus en plus que les jeunes filles soviétiques rêvent, elles aussi, d'épouser le prince charmant. Ce fait est la conséquence de l'idéologie répandue dans les masses soviétiques depuis la prise de pouvoir des nouveaux bourgeois (Khrouchtchev, Brejnev, etc.). Le même Sovietskaya Rossia fait ainsi ressortir que la jeune soviétique «souhaite épouser un mari qu'elle aime, beau et riche, ayant un appartement et au moins une moto...»

Le divorce est très
répandu

La femme soviétique est tellement bien considérée qu'on n'accorde absolument jamais aucune place dans la presse ou à la télévision pour tous les problèmes de contraceptions.

Sur ce plan l'URSS est en passe de rattraper les USA (plus de 700 000 divorces en 1974, soit 1 divorce pour 3,3 mariages). Il est également intéressant de noter qu'il existe de nombreux mariages «fictifs» qui n'ont d'autres raisons que l'obtention d'un logement ou d'un permis de résidence à Moscou ! Ce qui fait, en particulier, que les causes avancées par les femmes dans les cas de divorces figurent l'ivrognerie du mari, largement en tête, et les mauvais traitements en second.

A n'en pas douter, au vu de tels faits, l'URSS ressemble beaucoup à un pays capitaliste...

Débat autour du film
Comment Yukong
déplaça
les montagnes

Je viens de finir mon service militaire. Je viens aussi de voir la série de films Yukong et notamment le documentaire «Une Caserne». Le film m'inspire de nombreuses réflexions.

La bourgeoisie française veut pouvoir utiliser la troupe contre les travailleurs au cas où ceux-ci combattraient trop résolument l'exploitation, le système capitaliste. Elle veut pouvoir faire tirer contre les peuples opprimés du tiers monde, contre ceux des soi-disant départements et territoires d'Outre-mer, au cas où ils lutteraient trop durement pour leur indépendance. La bourgeoisie a donc besoin d'une armée capable de faire preuve d'une discipline absolue, aveugle : interdiction formelle de réfléchir, de discuter les ordres. Si un soldat se permet de penser, il risque fort de s'apercevoir qu'il va tirer sur ses frères de classe, au profit des exploités. C'est pour cela, qu'à longueur de journée, pendant le service, on entend : «le chef a toujours raison... Ne posez pas de questions, obéissez... Ne discutez pas...»

Le film Yukong montre qu'en Chine, les soldats étudient la politique, celle qui est au service du peuple, discutent de différentes tactiques possibles lors des combats, critiquent les cadres, leur font part de leurs suggestions, de leurs réflexions. L'armée chinoise pour ne pas être un poids pour le pays, pour ne pas être un parasite dans la société socialiste, mène un combat pour la production, parallèlement à un travail d'instruction militaire poussé.

Ainsi, grâce à ces usines et ces champs où travaillent à tour de rôle gradés et soldats, l'armée parvient à subvenir à une partie de ses besoins.

L'armée en France vit en parasite. Les cadres ont une attitude de grands seigneurs vis-à-vis des civils qui les nourrissent, refusent en général le moindre effort manuel un peu salissant. Le gaspillage est trop souvent la règle. Chez nous on multiplie les grades, donc les divisions, les privilèges ; un 1ère classe est exempt de corvées ; un sergent appelé peut sortir de la caserne en civil quand les simples soldats ne le peuvent pas ; les sous-officiers et officiers ont à leur disposition des lits plus larges de 20 cm que ceux des hommes du rang ! Dans les casernes, il y a souvent 3 bars : un pour les hommes du rang, un pour les sous-officiers et un pour les officiers ! Il y a souvent des WC réservés aux cadres !

Le film Yukong nous montre les gradés chinois mangeant à la même table que les soldats, participant comme tous au travail de production, écoutant les observations des soldats, éduquant les civils au maniement des armes.

On voit d'ailleurs clairement grâce au film que les grades ne sont pas affichés comme chez nous. On a du mal à distinguer les gradés des autres... L'armée en France est une armée au service de la bourgeoisie pour perpétuer le régime d'exploitation de l'homme par l'homme. L'armée chinoise est une armée au ser-

vice du peuple pour consolider et garantir les acquis du socialisme et la dictature du prolétariat. Le film Yukong

Le film qui m'a le plus intéressé est celui sur Taking. Quelle différence entre les tristes aventuriers comme John Wayne, vulgaire meurtrier vaincu avec son béret vert, ou Dr Justice qui ne tardera pas lui non plus à mordre la poussière, et la classe ouvrière généreuse que nous montre ce film !

La figure de cette paysanne héros du travail et simple combattante de la

nous fait bien sentir toute la différence.

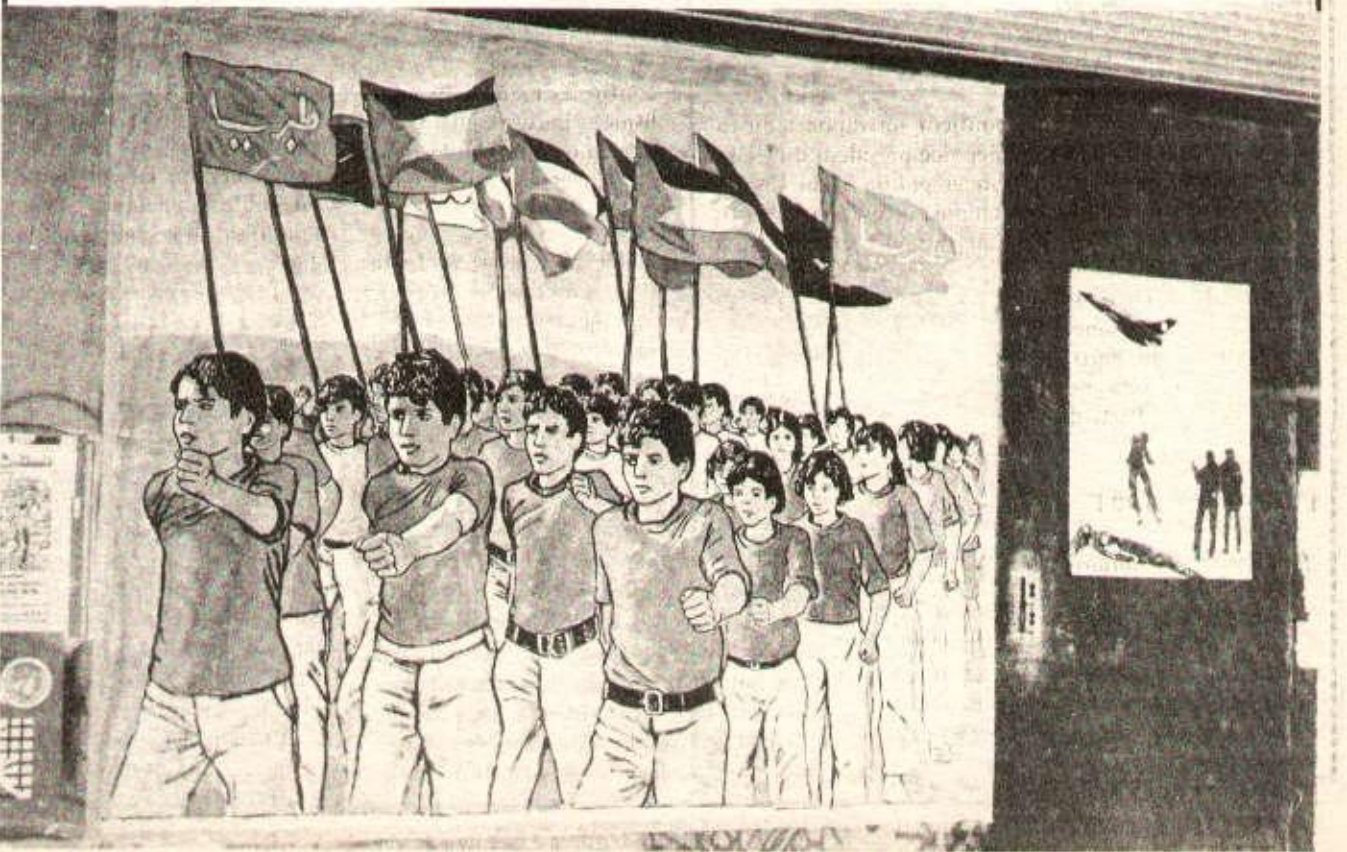
Un lecteur de retour
du service militaire

pensée-maotsetoung qui visiblement tient compte dans ses réponses des travailleurs de France est aussi un exemple.

Oui que l'esprit de Taking guide aussi les marxistes-léninistes de France pour aller aux masses, s'unifier et diriger la révolution prolétarienne.

Vive la grande Chine rouge de Mao Tsé-toung !

Un lecteur

La jeunesse palestinienne, c'est la génération de la victoire
par les étudiants de la faculté de Vincennes

L'Humanité Rouge

document

TUNISIE

20 ANS APRES L'INDEPENDANCE

Le 20 mars 1976, à Tunis, une journée comme une autre, à peine remarque-t-on des drapeaux accrochés ça et là... et rien sur le comportement des masses n'indique qu'il s'agit d'un jour particulier. Et pourtant le gouvernement s'y est mis depuis 6 mois au moins, il voulait faire du 20^e anniversaire de l'indépendance une journée mémorable, et qui contribuerait à rehausser le prestige de Bourguiba et de son Destour... mais peine perdue.. les masses se lassent de ces comédies et sont plutôt préoccupées par leur situation qui ne cesse de se dégrader : le chômage bat son plein ; l'exode rural des masses paysannes, dépossédées de leurs terres par une politique au service de l'impérialisme et des grands propriétaires fonciers, ne cesse d'augmenter.

Les prix montent en flèche, y compris les denrées de première nécessité, la spéculation immobilière bat tous les records et les loyers les plus modestes varient entre 50 % et 120 % environ du salaire moyen de l'ouvrier d'une entreprise moderne !

Dans les usines on ne reconnaît pas de statut aux ouvriers, et ce n'est qu'à la suite d'une série de grèves que certains jusque là ont pu arracher leur statut. Et depuis 73 le gouvernement de Bourguiba leur a enlevé le droit de grève. Mais cela n'a pas empêché le mouvement spontané de la classe ouvrière de se développer davantage, et les ouvriers de compter de moins en moins sur un syndicat qui n'a pour rôle que d'empêcher ou de contenir leur lutte au profit d'une couche bureaucratique absolument parasitaire (en effet, les délégués syndicaux ne participent pas à la production).

Dans la campagne tunisienne, les paysans sont soumis à la fois au joug des grands propriétaires fonciers et à celui des entreprises impérialistes qui les obligent à s'endetter davantage, leur volent leurs terres : il suffit que le dépossesseur désigne le terrain qui lui convient pour que les autorités administratives et policières se mettent en quatre pour réaliser son vœu. Et celui qui refuse de donner sa terre ou proteste est intimidé par les mêmes et taxé de perturbateur, d'agitateur, etc. !!

La situation de l'enseignement est en dégradation et le nombre d'analphabètes augmente de plus en plus depuis 70, année où l'impérialisme US, à travers la Bird⁺ surtout, a intimé l'ordre au gouvernement tunisien d'accentuer la politique de sélection : contrôle continu, concours pour entrer à l'université, de moins en moins de possibilités de redoublement, et ceci quelque soit le motif, répression administrative et policière, contraintes matérielles : il est de moins en moins supportable d'entretenir un enfant à l'école.

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE AXÉE SUR LES BESOINS DE L'IMPÉRIALISME

Cette situation des masses populaires sans cesse dégradée n'est pas un hasard ; ce n'est pas non plus la conséquence de la seule « crise mondiale », comme le prétend le régime impuissant devant cette situation. En effet, elle découle d'un choix politique fondamental qu'a fait la frange bourgeoise du Destour il y a plus de 20 ans : celui de trahir le mouvement de libération nationale et d'accepter en échange de la prise du pouvoir de rester au service de l'impérialisme français et américain surtout. Le 7 novembre 1959, une loi scélérate est décrétée en contradiction avec la constitution et la déclaration des droits de l'homme, qui supprime toute liberté d'opinion, de presse ou d'organisation.

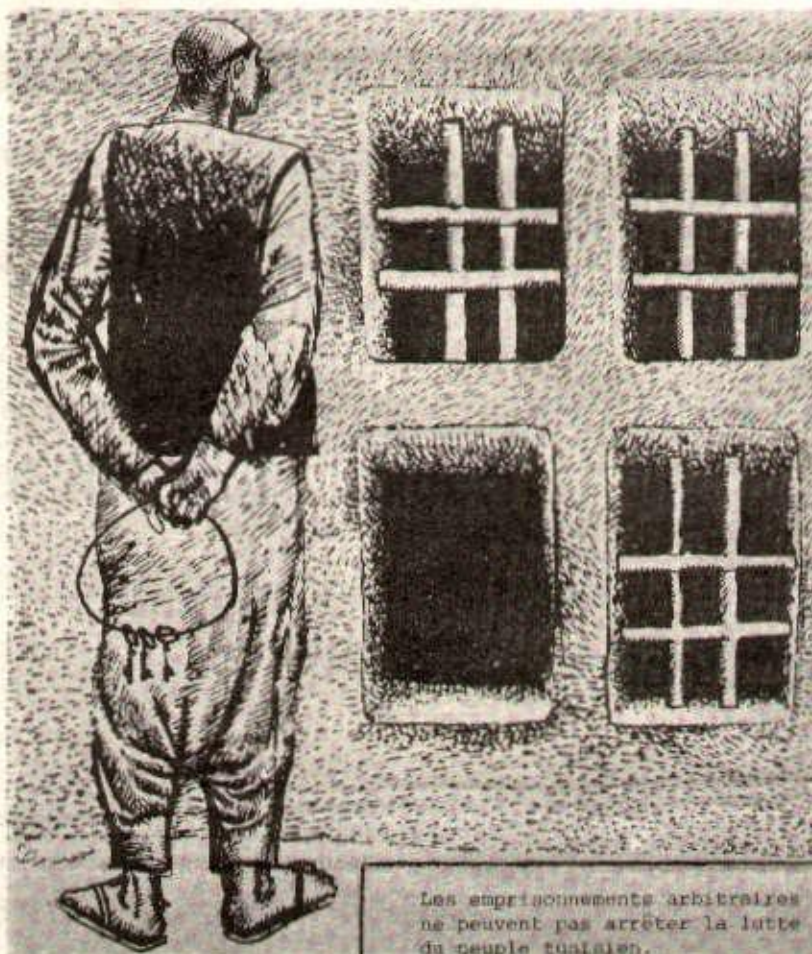
Le régime axe sa politique économique sur la satisfaction des besoins des impérialistes. Les ventes d'huile, de vin, de blé, etc., dépendent de la « bonne volonté » des marchés européens ; les phosphates, le pétrole et autres richesses du sol non seulement ne sont pas transformés sur place et sont vendus, mais en plus leur vente dépend elle aussi du bon vouloir des mar-

chés impérialistes. Pire encore, lorsque les pays arabes ont décidé l'embargo total sur les ventes de pétrole à la Hollande notamment, c'est le gouvernement tunisien qui vint secrètement à son secours, tout en déclarant publiquement comme l'avait fait le shah d'Iran que l'arme du pétrole était « à double tranchant » !! Et au lieu de travailler à promouvoir une industrie nationale et à se libérer de la domination étrangère, comme tentent de le faire des régimes de bourgeoisie nationale comme celui de l'Algérie par exemple, le gouvernement tunisien au contraire laisse les portes grandes ouvertes aux investissements étrangers pour qu'ils viennent piller nos richesses naturelles et nos richesses humaines.

Le secteur tertiaire constitue de loin le secteur le plus développé, et le tourisme par exemple reçoit tous les encouragements du gouvernement malgré tous ses inconvénients : outre qu'il est aléatoire, le tourisme entraîne avec lui augmentation des prix, raréfaction de l'eau douce, qui cause de grands préjudices à l'agriculture dans certaines régions, dégradation des mœurs, etc.

LE REGNE DU DESPOTISME ET DE L'ARBITRAIRE

En politique intérieure, c'est le despotisme qui règne : parti unique décrété depuis le congrès du Parti socialiste destourien (PSD) en 1964, inféodation progressive des organisations de masse au PSD, depuis les syndicats jusqu'aux organisations de scouts en passant par l'Union nationale des femmes tunisiennes. Le syndicat des paysans, dissous en 1956, est remplacé plus de 10 ans après par un syndicat inféodé au PSD et qui ne sert en rien les intérêts des paysans. Le degré d'inféodation du syndicat des ouvriers est à un tel point qu'on fait tout pour que le « syndiqué » ait la carte du PSD, et que d'autre part depuis 73, il est obligé que les hauts



Les emprisonnements arbitraires ne peuvent pas arrêter la lutte du peuple tunisien.

C'est ainsi que des lois gouvernementales promulguées en avril 72 et août 74 accordent des facilités inouïes aux investisseurs étrangers et encouragent la soustraction : exonération d'impôts, offre de terrains et de locaux, liberté totale d'exportation des bénéfices etc. Et le gouvernement ne se cache pas de vouloir faire de la Tunisie un nouvel Hong-Kong ou un nouveau Singapour !

En plus des concessions territoriales données aux compagnies pétrolières et qui englobent actuellement tout le territoire du pays, de grandes concessions en mer sont données aux Italiens, qui viennent piller les richesses de la mer sans se soucier ni de leur tarissement ni du pauvre pêcheur qui voit ses prises diminuer de plus en plus.

dirigeants de l'Union générale des travailleurs tunisiens soient membres du bureau politique du PSD !

Mais cela ne suffit pas, il faut que le régime montre aux investisseurs étrangers auxquels il fait appel une Tunisie de paix sociale. Il enlève alors aux ouvriers le droit de grève en décembre 73, mobilise police et brigades de l'ordre public (équivalent des CRS) pour réprimer toute grève, multiplie les arrestations et les procès politiques. Ainsi depuis 1973, les arrestations, tortures, emprisonnements et procès se sont succédés à une fréquence jamais connue jusqu'ici depuis « l'indépendance ». Cette répression vise en premier lieu les marxistes-léninistes et ensuite les nationalistes d'obédience ghadhafiste, les grévistes ouvriers, paysans, étudiants, etc.

LE PEUPLE NE DÉSARME PAS

Actuellement les détenus politiques se trouvent dans au moins 7 ou 8 prisons et bagnes parmi les plus éloignés des centres urbains.

Ainsi, la situation des détenus politiques arrêtés en 73 est un exemple typique qui montre de quelle manière le régime destourien traite ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique.

Le 14 mars 76 les détenus politiques de plusieurs prisons ont déclenché en même temps une grève illimitée où ils demandent la libération immédiate et inconditionnelle de Najid El Eugh, le droit aux journaux, le rassemblement de tous les détenus politiques, l'amélioration des conditions de détention, notamment l'eau courante, etc., et ils ont envoyé des lettres aux responsables dans le gouvernement où ils dénoncent l'absence de démocratie et l'inféodation du régime à l'impérialisme, au moment même où le régime s'apprêtait à fêter le 20^e anniversaire de « l'indépendance ».

Il est à noter qu'à côté de ces détenus politiques connus généralement dans les milieux démocratiques en Occident, il y a d'autres détenus à la suite de grèves ouvrières ou de mouvements paysans ; ainsi par exemple des paysans qui ont refusé de se laisser dépouiller de leurs terres par un grand propriétaire foncier au printemps 75 ont dû résister farouchement à l'attaque des « gardes nationaux » (police de la campagne) venus les déloger à l'aide de bulldozers et d'armes à feu. La bataille entre forces répressives et paysans a fait des morts et des blessés, et plusieurs des survivants croupissent actuellement à la prison de Tunis à côté des détenus de droit commun.

Face à cette situation, le peuple ne désarme pas, et différentes catégories sociales entrent en lutte.

Ainsi les ouvriers ne cessent depuis 70 de développer et d'étendre leurs luttes dans presque tous les secteurs. Ils doivent pour cela et dans plusieurs cas s'affronter soit avec les forces de l'ordre qui viennent pour réprimer leurs luttes soit avec les représentants du PSD ou ceux de l'UGTT qui s'opposent à toute grève non décidée par l'UGTT et à la grève comme moyen de lutte en général.

Les étudiants ont rejeté le bureau fantôme de l'UGET qui a été imposé par la force contre la volonté de la majorité au congrès du syndicat étudiant en 1971. Depuis ils luttent pour un syndicat autonome et démocratique, et élisent chaque année des délégués au sein de structures provisoires en attendant la tenue d'un congrès extraordinaire pour une UGET démocratique et autonome.

Les marxistes-léninistes, quant à eux, qu'ils soient en prison ou dehors, sont conscients d'une chose : c'est qu'avec ce développement du mouvement de masse, qui reste encore à caractère spontané et revendicatif, il est plus que jamais nécessaire d'élaborer une théorie révolutionnaire et une ligne politique claire, d'unifier le mouvement marxiste-léniniste sur la base de cette ligne, et de créer le Parti marxiste-léniniste qui guidera la classe ouvrière et les différentes classes populaires et transformera leurs luttes d'inconscientes et spontanées en une lutte consciente et organisée, qui vise la destruction de ce régime despotique et vendu à l'impérialisme et l'avènement d'une société de démocratie nouvelle comme étape nécessaire et précédant l'étape socialiste.